



Le premier ministre, Costas Simitis, et le président de la République française, Jacques Chirac, s'entretiennent à l'Elysée de l'élargissement de l'UE.

## Le premier ministre, Costas Simitis, et le président Chirac s'entretiennent de l'élargissement de l'UE à Chypre

Les questions concernant Chypre et l'Irak étaient au centre des entretiens du premier ministre, Costas Simitis, avec le président français, Jacques Chirac, a indiqué le porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna, au terme de cette rencontre. Selon Mme Colonna, le président français a souligné la nécessité de mettre tout en oeuvre au cours des prochaines semaines qui précéderont le Sommet de Copenhague pour aboutir à un règlement politique de la question chypriote, alors que de son côté, M. Simitis a rappelé que selon les décisions d'Helsinki, un règlement politique ne constitue pas une condition à l'adhésion de Chypre à l'UE. Plus particulièrement en ce qui concerne la Turquie, M. Simitis s'est déclaré disposé à ce que le Sommet de Copenhague envoie un message positif au nouveau gouvernement turc.

*(Suite page suivante)*

- Le vainqueur des élections turques, M. Erdogan, attendu à Athènes le 18 novembre, selon des sources diplomatiques
- MM. Bush, Blair et Kok adressent au SG de l'ONU des lettres de soutien au plan de règlement de la question chypriote
- Premier jour de la visite à Athènes du président du Comité de coordination du CIO, Denis Oswald

## Politique

### Le premier ministre, Costas Simitis, et le président Chirac s'entretiennent de l'élargissement de l'UE à Chypre

*(Suite de la page précédente)*

Au chapitre de l'élargissement, M. Chirac a fait part de sa satisfaction en ce qui concerne les évolutions positives survenues au sommet informel de Bruxelles et souligné que "le financement de l'élargissement se fera équitablement et dans le cadre de la solidarité européenne".

Toujours selon Mme Colonna, M. Chirac a affirmé à l'intention de M. Simitis qu'il compte sur la présidence grecque de l'UE pour la promotion des concertations avec la Bulgarie et la Roumanie de sorte à ce que ces pays remplissent les critères pour leur adhésion à l'UE en 2007.

### Le premier ministre, Costas Simitis, satisfait de ses entretiens avec le président Chirac et son homologue français sur l'élargissement de l'UE à Chypre

Le premier ministre, Costas Simitis, a qualifié d'amicaux et chaleureux ses entretiens avec le président français, Jacques Chirac et le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, qu'il a invité à visiter la Grèce à la fin de la présidence grecque de l'UE.

Au cours de sa rencontre avec la presse, M. Simitis a souligné que l'objectif de sa visite en France, ainsi que dans d'autres capitales européennes, vise à reconfirmer les positions grecques sur l'élargissement de l'UE et sur Chypre dans la perspective du Sommet de Copenhague. Le résultat des entretiens était particulièrement positif, a dit M. Simitis ajoutant que "la question concernant l'adhésion de Chypre progresse sans problème". "Nous avançons vers le Sommet de Copenhague selon les plans établis", a-t-il indiqué soulignant encore que les entretiens avec la partie française avaient également porté sur les décisions adoptées au Sommet d'Helsinki, selon lesquelles "un règlement politique au problème de Chypre ne constitue nullement une condition à son adhésion à l'UE". Il a déclaré à ce sujet que le président Chirac est entièrement d'accord avec les accords afférents à l'adhésion des nouveaux membres qui devraient être signés le 16 avril.

Interrogé par la presse sur les déclarations contradictoires du vainqueur des élections turques sur un règlement de la question chypriote, M. Simitis a estimé qu'il est erroné d'essayer de comprendre les positions du nouveau gouvernement à travers certaines déclarations.

Deux représentants du ministère des AE se sont rendus à Ankara pour régler la question de la date de la visite de M. Erdogan à Athènes, a précisé M. Simitis et souligné qu'"à ce moment nous pourrions alors parler exactement des positions turques".

En ce qui concerne l'adhésion de la Turquie à l'UE, M. Simitis a observé qu'un message positif devra être adressé à Ankara lors du Sommet de Copenhague, "car une promesse en ce sens a été donnée à la Turquie et par conséquent il faudra y donner suite". "Les 15 doivent décider s'ils fixeront la date d'ouverture des concertations en regard des progrès de la Turquie ou s'il faudra que celle-ci continue ses efforts", a-t-il conclu.

Par ailleurs, une des questions importantes évoquées au cours des entretiens de M. Simitis avec ses interlocuteurs français concernait la PAC, et il faut souligner que les deux parties sont convenues que la nouvelle PAC, quelle qu'elle soit, devra être appliquée après 2006.

L'immigration clandestine a également fait l'objet des entretiens de M. Simitis qui a mis l'accent sur la nécessité d'appliquer les mesures qui sont déjà en vigueur. "Notre objectif est de ne pas ouvrir les portes de l'Europe à n'importe quel émigrant sans un problème politique certain et de limiter le nombre des immigrants en Europe". "La Grèce, a-t-il poursuivi, demande également en raison de sa particularité géographique, la participation européenne pour la surveillance de ses frontières". Il a précisé à ce sujet que le coût du rapatriement des immigrés clandestins atteignait en Grèce 5 millions d'euros par an.

Enfin, en ce qui concerne l'avenir de l'Europe et l'avant-projet de Traité constitutionnel, M. Simitis a estimé qu'il serait bien que cette procédure soit finalisée avant la présidence grecque de l'UE, et annoncé la venue à Athènes de Valéry Giscard d'Estaing, les 20 et 21 février, en vue d'une coopération avec la présidence grecque.

### M. Simitis se rendra vendredi à Berlin pour des entretiens avec le chancelier Schroeder

Les entretiens du premier ministre, Costas Simitis, avec le chancelier allemand, Gerhard Schroeder, porteront vendredi à Berlin au cours de leur repas de travail, sur une vaste gamme de sujets, alors que la diplomatie allemande suit avec un grand intérêt les évolutions dans le cadre du rapprochement greco-turc après les élections législatives en Turquie et la préparation de la visite de M. Erdogan à Athènes, notamment en ce qui concerne la perspective d'adhésion de la Turquie à l'UE et la question de Chypre.

Les principaux sujets des entretiens de MM. Simitis et Schroeder concerneront la question chypriote et l'adhésion de Chypre à l'UE, et porteront également sur un échange de positions dans la perspective de l'élargissement de l'UE lors du Sommet de Copenhague ainsi que sur certaines questions constituant des priorités pour la présidence grecque au premier semestre 2003.

### Le vainqueur des élections turques, M. Erdogan, attendu à Athènes le 18 novembre, selon des sources diplomatiques

La date de la visite du vainqueur des élections législatives turques, Recep Tayyip Erdogan, à Athènes a été fixée au 18

novembre, selon un communiqué du président du parti de la justice et du développement aux ambassadeurs des pays communautaires à Ankara.

Selon des sources diplomatiques, M. Erdogan, qui a rencontré plus tôt à Ankara le directeur du bureau diplomatique du premier ministre grec, l'ambassadeur Théodore Sotiropoulos et le conseiller du ministre des AE, Haris Pamboukis, au sujet de la préparation de sa visite à Athènes, a organisé ce soir un dîner en l'honneur des ambassadeurs des 15 pays de l'UE et leur a annoncé son intention de visiter Athènes le 18 novembre.

## *La Grèce a été la première à manifester son intention de soutenir la Turquie dans ses efforts d'adhésion à l'UE, selon Erdogan*

La Grèce a été le premier pays à manifester son intention de soutenir la Turquie dans la question de son adhésion à l'UE, a déclaré mercredi le président du Parti de la Justice et du Développement, Recep Tayyip Erdogan, expliquant ainsi sa décision d'entamer sa prochaine tournée des capitales européennes par Athènes.

"La Grèce prend en charge à partir du 1er janvier 2003 la présidence de l'UE, et la Grèce est notre pays voisin", a affirmé M. Erdogan, justifiant aussi sa décision par son souhait de voir prochainement un règlement de la question chypriote.

"J'espère que cette question sera débarrassée de son emballage stratégique et idéologique", a lancé M. Erdogan, se déclarant convaincu que "la solution à Chypre ouvrira la voie au règlement de tous les différends greco-turcs, et en particulier les questions de l'Egée".

M. Erdogan aura des entretiens avec des membres de la Commission européenne et du PE la semaine prochaine à Bruxelles, selon une dépêche de l'ANA depuis la capitale belge.

Entre temps, le Haut représentant de l'UE, Javier Solana, a eu mardi après-midi un entretien téléphonique avec M. Erdogan pour le féliciter de sa victoire électorale et l'inviter pour des pourparlers à Bruxelles.

Selon des sources communautaires bien informées, M. Solana a signifié à M. Erdogan que le nouveau gouvernement turc devra poursuivre les bonnes relations qu'il avait lui-même avec le gouvernement turc sortant, pour souligner qu'il est nécessaire de discuter au plus vite la politique de défense commune de l'UE et la participation de la Turquie.

Selon ces mêmes sources, M. Erdogan a expliqué à M. Solana qu'il a l'intention de se rendre à Bruxelles à la fin de la semaine prochaine, assurant qu'il enverra un envoyé qui sera membre du nouveau gouvernement, si ses nombreuses obligations le renaient à Ankara.

Une dépêche de l'ANA depuis Istanbul en fin d'après-midi apportait des précisions supplémentaires sur des déclarations faites par M. Erdogan à propos de Chypre sur la chaîne de télévision NTV. "Nous ne voulons pas imiter le modèle belge pour la question chypriote, a déclaré M. Erdogan, mais nous en inspirer, et nous parlons de deux Etats souverains égaux, et étant donné l'existence de deux peuples, il nous faut trouver un certain compromis".

Ainsi a-t-il ajouté, "si les deux peuples s'entendent, alors je pense qu'il n'y aura plus aucun problème entre la Turquie et la Grèce. Pour une solution à la question chypriote "il est nécessaire qu'il y ait des concessions des deux parties", a-t-il observé, répondant à une question pour préciser tout de suite après que "les limites des concessions seront connues à la table des concertations et prendront compte des conditions. Il n'est pas question que la Turquie fasse marche arrière dans sa politique et ses positions sur Chypre".

## *Le directeur du bureau diplomatique du premier ministre à Ankara pour préparer la visite Erdogan à Athènes*

La visite à Athènes du vainqueur des élections législatives turques et président du Parti de la Justice et du Développement, Recep Erdogan, aura lieu très prochainement, a affirmé le porte-parole du gouvernement, Christos Protopapas, mercredi dans son point de presse.

M. Protopapas a précisé que le directeur du bureau diplomatique du premier ministre, Théodore Sotiropoulos, et le conseiller du ministre des Affaires étrangères, Haris Paboukis, se trouvent à Ankara pour fixer la date de la visite de M. Erdogan et l'agenda de ses entretiens avec le premier ministre, Costas Simitis.

Selon une dépêche de l'ANA depuis Ankara en fin d'après-midi, M. Sotiropoulos a rencontré plus tôt M. Erdogan.

"Nous nous sommes rencontrés pour mieux préparer la visite que M. Erdogan effectuera à Athènes, a affirmé M. Sotiropoulos, dans des déclarations à la presse à l'issue de l'entrevue. M. Sotiropoulos s'est déclaré convaincu que la visite Erdogan à Athènes aura des résultats positifs, estimant qu'elle "permettra de promouvoir encore plus le climat positif entre les deux pays".

## *MM. Bush, Blair et Kok adressent au SG de l'ONU des lettres de soutien au plan de règlement de la question chypriote*

Le SG de l'ONU, Kofi Annan, a reçu des lettres sur la question chypriote du président des Etats-Unis, George Bush, des premiers ministres britannique et néerlandais, Tony Blair et Wim Kok.

Selon des informations de l'Agence de presse chypriote (CNA) de New York, qui y fait référence, MM. Bush, Blair et Kok expriment leur plein soutien aux efforts du SG et son plan.

On apprenait mercredi aussi que le ministre des Affaires étrangères, Georges Papandreou, avait eu un entretien téléphonique avec M. Annan pour, à son tour, soutenir ses efforts d'un règlement de la question chypriote.

M. Papandreou a réitéré qu'une solution à Chypre doit être conforme aux résolutions de l'ONU et à l'acquis communautaire.

Par ailleurs, une réunion a eu lieu mardi au siège de l'ONU au cours de laquelle des officiels de l'ONU, de la Grande-Bretagne et autres Européens ont demandé que le SG dépose immédiatement son plan, sans attendre le retour à la politique du

leader turco-chypriote, Rauf Denktash, et la formation du nouveau gouvernement en Turquie. A l'issue de cette réunion toutefois, M. Annan n'a pas informé de la date du dépôt du plan de règlement de l'ONU, mais il est probable qu'il le fera dans deux semaines.

Enfin, selon une dépêche de l'ANA des Nations Unies, l'envoyé spécial de l'ONU pour chypre, Alvaro de Soto, a informé M. Annan des résultats de ses derniers contacts à Nicosie, Athènes et Ankara.

Après un entretien qui a duré deux heures, et dans des déclarations de presse, le SG de l'ONU là encore n'a pas souhaité préciser à quelle date il informerait de sa proposition de règlement M. de Soto devrait alors poursuivre ses concertations directement au siège de l'ONU, mais aussi - selon des informations - se rendre à nouveau à Ankara pour des entretiens avec la nouvelle équipe au pouvoir.

## ***La décision d'annoncer le plan de l'ONU pour un règlement de la question chypriote revient au SG, Kofi Annan, selon Athènes***

La décision d'informer sur le plan de l'ONU de règlement de la question chypriote revient au SG de l'ONU, Kofi Annan, a déclaré le porte-parole du gouvernement, Christos Protopapas, dans son point de presse mercredi.

Lorsque l'ONU jugera être prêt à annoncer le plan de solution pour Chypre, nous serons prêts pour notre part à étudier et à exprimer d'éventuelles objections s'il y a lieu, après avoir collaboré avec le président chypriote, Glafcos Cleridis, a encore indiqué M. Protopapas, avant de préciser que toute proposition qui sera élaborée dans le cadre de l'ONU constituera la suite de ce que nous (le gouvernement) avons déclenché, et soulignant que la partie turco-chypriote n'a jamais demandé une intervention de l'Organisme international pour un règlement de ce problème politique.

Une fois encore, le ministre a mis l'accent sur le fait que l'adhésion de Chypre et la procédure de recherche d'un règlement à Chypre sont deux faits distincts, mais qu'un accord de principe sur Chypre avant le sommet de Copenhague serait le bienvenu.

Interrogé sur la question de l'occupation du Nord de Chypre par la Turquie, M. Protopapas a affirmé qu'une souveraineté unique et une entité unique de Chypre avec des troupes étrangères n'est pas concevable. Dans tous les cas, a conclu le ministre, nous voulons une solution viable, fonctionnelle et juste, une représentation unique et souveraineté qui pourra gérer les questions afférentes à l'instauration d'une seule nationalité.

## ***Les députés grecs n'ont pas l'intention d'accepter un accord sur l'élargissement n'incluant pas Chypre, déclare Kaklamanis***

"Le Parlement ne compte pas accepter tout accord sur l'élargissement de l'UE qui n'inclurait pas Chypre", a déclaré le président du Parlement, Apostolos Kaklamanis, dans une intervention à une conférence sur le thème "Chypre devant les

portes de l'UE" qui s'est tenu mercredi au Musée de la Guerre à Athènes.

Le président de la Chambre des représentants chypriote et président du AKEL, Dimitris Christofias, invité à cette conférence organisée par l'Université du Pirée, le département de Communications-Médias-Culture de l'Université Panteios d'Athènes et la Fondation Marangopoulou sur les droits de l'Homme, s'est déclaré extrêmement réservé sur le plan de solution à Chypre que prépare l'ONU, appelant le SG de l'ONU et tous ceux - Etats-Unis et Grande-Bretagne - "qui tirent les ficelles" à déposer un plan qui soit dans le droit fil des résolutions de l'ONU, du droit international, des accords à haut niveau, et de l'acquis communautaire, essentiellement les droits de l'Homme. "Nous n'avons pas l'intention de vendre notre pays en contrepartie d'adhérer à l'UE", a-t-il tranché.

## ***Tout plan de solution à Chypre devra être étudié sérieusement afin qu'il soit viable et fonctionnel, selon Caramanlis***

Le président de la ND, Costas Caramanlis, a déclaré espérer qu'il y aura enfin une solution à la question chypriote, laquelle ne constitue pas - a-t-il tenu à bien expliciter d'emblée pour ne laisser aucune marge de malentendu - une condition préalable à l'adhésion de Chypre à l'UE.

Dans des déclarations à l'issue de rencontres mercredi en fin de matinée avec les ambassadeurs des pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU en vue de l'initiative attendue du SG de l'ONU, Kofi Annan, de soumettre un plan de solution pour Chypre, M. Caramanlis a affirmé que "tout plan de solution devra être étudié avec sérieux, sans hâte, avec sang-froid et responsabilité, afin qu'il garantisse la viabilité et la fonctionnalité". Le président de la ND a encore précisé que le plan de solution devra être conforme aux résolutions du Conseil de sécurité et à l'acquis communautaire, observant que les membres permanents du Conseil de sécurité constituent les garants naturels de la conformité du texte.

## ***Le SG du KKE demande une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères***

Le SG du CC du KKE, Aleka Papariga, a demandé mercredi une rencontre d'une délégation du Parti avec le ministre des Affaires étrangères, Georges Papandreou, afin de lui exposer les thèses du KKE et ses inquiétudes sur les développements en vue à Chypre et, plus précisément, sur le règlement qui semble être promu dans la question chypriote.